Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 121 (1976)
Heft: 5

Artikel: Une armée : pour quoi faire?
Autor: Grass, Gaspard
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344022

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Une armée — Pour quoi faire?

par le lieutenant Gaspard Grass

Une mentalité de vaincus

Nous vivons une époque d'incertitude et de troubles larvés. Sur le plan militaire, un conflit s'éteint à peine dans le monde qu'un autre prend la relève et s'enflamme. Sur le plan moral, l'Europe, ce géant d'hier réduit à l'état de colonie impuissante par les deux Grands, l'Europe semble frappée de stupeur. Les esprits y tâtonnent dans une ouate étouffante de propagandes, d'hypocrisies, de mensonges, et lorsque soudain ils tombent sur une vérité, ils s'en détournent avec horreur, comme si une Inquisition supérieure et mystérieuse interdisait de regarder les choses en face. Nous nous croyons peut-être libres, mais notre mentalité est celle d'un peuple occupé, à qui l'on dicte ses pensées et ses actes. A l'image de la société et de la politique, les conceptions militaires des Etats européens sont pétrifiées depuis trente ans, dépassées, dangereusement anachroniques.

Dès lors, il n'est pas étonnant que nombre de jeunes ne conçoivent plus l'utilité d'une armée. Une armée, pour quoi faire? Tel est le fond du problème. Et cette question entraîne à son tour deux interrogations fondamentales:

1. Que défendons-nous?
2. Contre quel adversaire potentiel?

Les difficultés que rencontrent les autorités militaires européennes proviennent de ce qu'elles ne savent répondre ni à l'une ni à l'autre de façon satisfaisante et crédible.

Obnubilés par les seuls problèmes économiques, pressés par une opinion manœuvrée et démoralisée, les Gouvernements ignorent les réalités politico-militaires pour leur préférer les mirages de grands idéaux. Attitude particulièrement dangereuse, tant il est vrai que l'idéalisme abstrait et le nihilisme sont les armes préférées du réalisme agressif et des puissances avides d'expansion. Non content de maintenir les armées dans un état de sous-équipement criant, on endort les peuples,

en haut lieu, par des assurances optimistes: à l'époque de l'ONU et de Kissinger, nous ne saurions plus, paraît-il, connaître la guerre.

En retard d'un siècle

Il est de fait que la défense nationale des Etats européens, dans sa conception actuelle, est engagée dans une impasse. Prenons le cas de notre pays: nous n'avons strictement aucune raison de nous méfier d'un seul de nos voisins, que ce soit l'Autriche, la RFA, la France ou l'Italie. De même, en écartant toute hypothèse de « guerre civile » européenne non téléguidée d'ailleurs, il subsiste peu de risques qu'un Etat européen soit attaqué individuellement par une grande puissance, attaque qu'il aurait d'ailleurs bien du mal à contenir seul. Et même dans ce cas fort improbable, les nations européennes sont devenues à ce point naturellement solidaires qu'une attaque de l'Allemagne concernerait la Suisse autant que le viol de notre propre frontière. Nous ne pouvons vivre libres et indépendants que dans une Europe libre et indépendante.

Or, à l'époque des grands blocs militaires, nous vivotons encore bon an mal an sur une conception de la défense digne de la guerre de 1870. Elle ne rime plus, osons le dire, qu'avec le chauvinisme désuet de ceux qui, tel le général français Binoche, déterrent périodiquement le « militarisme allemand » ou tout autre « péril » d'un autre âge. Ainsi, il n'est pas surprenant que beaucoup de gens simples se prennent à révoquer en doute l'utilité d'une défense nationale. Il n'est pas davantage étonnant que l'armée n'apparaisse plus aux yeux de certains qu'en tant que police interne aux ordres d'un système politique, économique et social, que d'aucuns aspireraient à modifier.

En n'osant pas désigner clairement l'adversaire potentiel, en n'osant pas planifier une défense nationale à l'échelon continental — susceptible de froisser les grandes puissances —, nous enlevons à nos armées respectives à la fois l'efficacité et la crédibilité. Une armée sans ennemi ne sert à rien; une armée qui ne veut pas connaître ses ennemis n'a pas de moral; enfin, une armée qui n'est pas organisée en fonction de l'adversaire potentiel demeure inefficace.

Pour une indépendance continentale

Une défense « tous azimuts » n'a de sens qu'à l'échelon européen. Elle n'a d'efficacité que dans une indépendance absolue vis-à-vis de

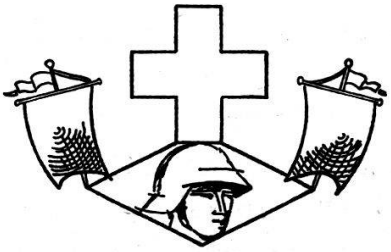
toutes les puissances étrangères au continent. Après le Vietnam, le Cambodge hier, l'Angola aujourd'hui, il est permis de douter sérieusement du Pacte atlantique, présenté officiellement comme la panacée garantissant nos libertés. Un sondage récent révèle que seuls 43 % des Américains sont prêts à intervenir en Europe en cas d'agression soviétique, et ce alors que la stratégie nucléaire nécessiterait une détermination totale. Le Congrès, traumatisé par l'expérience vietnamienne, semble de plus en plus battre en retraite vers une politique traditionnelle de non-intervention et de désengagement. Enfin, les rapports officiels nous renseignent clairement sur le déséquilibre des forces stationnées sur le continent, en défaveur de l'OTAN.

A notre avis, le « parapluie » américain, grand générateur de rassurantes illusions, contribue moins à nous défendre qu'à nous anesthésier, à nous neutraliser militairement parlant. Depuis la fin de la dernière guerre, les USA n'ont guère opéré que des retraites militaires au profit d'intérêts commerciaux et économiques. La tendance s'est accentuée durant ces dernières années. Qui nous garantit que l'Europe ne sera pas un des prochains Angola?

Car l'Europe n'est pas à l'abri d'un conflit. Au Moyen Orient et en Afrique, les forces étrangères opèrent en pleine impunité leur œuvre de recolonisation. La Méditerranée n'est plus un lac de paix depuis que deux puissantes armadas croisent dans ses eaux. Sur le continent même, qu'il s'agisse de la « portugalisation » des Etats méridionaux ou de la succession lourde d'inquiétudes du maréchal Tito, la situation n'est pas plus réjouissante.

Certes, l'indépendance militaire des Etats européens n'ira pas sans susciter l'opposition des Grands. A l'Ouest parce qu'on y verra un recul décisif de l'Empire américain et la compromission d'importants intérêts économiques (cf. le récent « marché du siècle » des avions de combat). A l'Est, parce qu'on y verra, avec non moins de raison, l'amorce d'une puissance défensive contrariante. N'est-il pas cocasse que M. Giscard d'Estaing refuse d'envisager une défense européenne, sous prétexte que les Soviétiques y sont hostiles? Le contraire de leur part serait pour le moins étonnant! Mais ce fait est, plus que tout autre, révélateur du droit de contrôle sans appel que les deux Grands se sont arrogé sur notre politique de défense et qui constitue un obstacle de taille sur le chemin de la souveraineté européenne.

Cette souveraineté n'en reste pas moins nécessaire, urgente, vitale. Elle sera l'antidote salutaire contre l'attitude de perpétuelle démission, consacrée à Helsinki, et qu'il faut bien se résoudre à appeler de son vrai nom: intelligence avec l'adversaire.

Notre défense nationale garantit une fraction de l'Europe contre les puissances étrangères quelles qu'elles soient. Il est grand temps d'adapter notre conception de la défense aux réalités d'aujourd'hui. Notre indépendance et nos libertés sont à ce prix.

G. G.